

Actu Mines Mali

un journal bi-mensuel spécialisé dans le domaine des mines.

.....

65e anniversaire de l'indépendance du Mali:

Le président de la transition, Assimi Goïta dans son adresse à la nation :

« Le nouveau code minier commence à produire ses effets »



Mali / Phosphate:
Cette ressource
minérale en arrêt
d'exploitation
à cause de
l'insécurité ?

**Ismaela Siby, PDG
de Marena Gold:**
« Le Mali perd 2
700 milliards de
FCFA à cause de
l'exportation de
l'or brut issu de
l'orpaillage »

**Dubaï,
principale
destination de
l'or malien issu
de l'orpaillage**

65e anniversaire de l'indépendance du Mali:

Le président de la transition, Assimi Goïta dans son adresse à la nation :

« Le nouveau code minier commence à produire ses effets »



Le Mali a célébré, le lundi 22 septembre dernier, le 65e anniversaire de son accession à l'indépendance. À la veille de cette commémoration, dans son traditionnel message à la nation, le président de la transition, Son Excellence le général d'armée Assimi Goïta, a salué les premières retombées positives du nouveau code minier.

« L'exploitation des ressources minérales de notre pays a connu une profonde mutation ces dernières années », a déclaré le chef de l'État. Selon lui, les innovations contenues dans le nouveau code minier ont déjà un impact notable sur l'économie nationale. « Le nouveau code minier a commencé à produire ses effets », a-t-il affirmé avec satisfaction.

Le président Goïta a expliqué que ces résultats sont notamment liés au « basculement des sociétés minières existantes et à l'intégration progressive des autres sociétés dans le champ d'application du code, lors du renouvellement de leurs titres ».

Parmi les autres avancées majeures du secteur, il a également évoqué la construction en cours d'une raffinerie d'or du Mali, réalisée en partenariat avec la Russie.

Adopté en 2023, le nouveau code minier est considéré comme l'une des réformes phares de la transition. Selon des experts, il devrait permettre au Mali de générer environ 500 milliards de francs CFA de recettes supplémentaires par an.

Actu Mines Mali reviendra dans ses prochaines parutions sur les principales innovations introduites par ce texte.

B.K

Gestion du site d'orpaillage de Machogo : un cas d'école

Le système de comptoir d'achat d'or mis en place par les trois villages génère une manne financière qui sert à faire des réalisations dans le cadre du développement communautaire.



Machôgô est une bourgade de la commune rurale de Misseni dans le cercle de Kadiolo. Le village qui fait frontière avec la Côte d'Ivoire abrite un site d'orpaillage qu'il partage avec deux autres localités à savoir Kebeni et Lougani.

En 2007, le site d'orpaillage de Machôgô a fait l'objet d'une fermeture a fait l'objet d'une fermeture après une descente

musclée des forces de l'ordre. Plusieurs raisons ont été avancées pour motiver cette décision. Il s'agit entre autres de l'existence du site dans une forêt classée, des décès étranges réguliers, la sortie anarchique du métal jaune vers des pays voisins et des tensions récurrentes entre les autochtones et les étrangers venus du Burkina, de la côte d'Ivoire et de la Guinée. Cette situation fragilisait l'économie locale mais aussi ne contribuait pas au développement local.

Tirant les leçons du passé et s'inspirant des bonnes expériences vécues ailleurs, les villages de Machôgô, Kebeni et Lougani ont profité de la réouverture du site d'orpaillage en 2015 pour réorganiser. C'est ainsi qu'ils ont convenu de mettre en place un système de comptoir d'achat de l'or pour contrôler la quantité d'or produite chaque jour dans le but de mieux tirer profit de l'exploitation de leurs ressources.

Le comptoir d'achat est un marché où les orpailleurs font peser l'or. Il est géré par un comité de gestion qui réunit les représentants des Tombolama (gardien du site d'orpaillage), les représentants des chefs de villages de la jeunesse, et de la mairie.

Inzan Koné, ressortissant de Machôgô est responsable du comité de gestion du comptoir d'achat du site. Interrogé par nos soins, il nous explique le fonctionnement de ce système de contrôle de l'or issu de

l'exploitation artisanale.

« Les trois villages ont créé un central d'achat (comptoir) afin que leurs localités puissent bénéficier de leur site d'orpaillage. Chaque jour vers le soir, les orpailleurs passent au comptoir pour montrer et peser la quantité d'or produite. Sur chaque gramme d'or, le propriétaire donne 5000 FCFA aux gérants du comptoir. Chaque jour, les gérants du comptoir rendent compte ensuite au comité de gestion. Et à la fin du mois, le comité de gestion et la mairie se réunissent pour faire le décompte et répartir le fonds conformément à la clé de répartition », affirme-t-il.

Selon Inzan Koné, ce système de gestion de l'or issu de l'orpaillage est inspiré de la Côte d'Ivoire voisine où la réglementation est assez sévère en qualifiant de crime tout vol de l'or sur le territoire ivoirien. D'où la mise en place des comptoirs d'achat d'or sur chaque site d'orpaillage. Aux dires du responsable du comité de gestion du comptoir d'achat du site d'orpaillage de Machogo, ce système que les trois villages en partage du site ont expérimenté a été très bénéfique.

« Ce système nous a permis d'avoir beaucoup d'argent et faire quelques réalisations dans les trois villages, dans la commune et même au niveau cercle. Grâce à ce fonds, le comité de gestion du comptoir d'achat de l'or a pu réhabiliter des routes, rénover la maison du commandant, construire la

salle de réunion de la sous-préfecture.

Également, deux pompes et un centre de santé ont été construits dans chacun des trois villages. Ce fonds nous a aussi permis d'acheter une ambulance à une valeur de 30 millions pour la commune de Misseni », détaille Inzan Koné. ce système qui révolutionne l'exploitation artisanale d'or comporte des insuffisances. En effet, selon Inzan Koné, certains orpailleurs communément appelés des clando tentent chaque jour de contourner le comptoir d'achat. Ils cachent l'or qu'ils ont exploité et trompent la vigilance du comité de gestion du comptoir. « Ces clandos s'en vont avec l'or en territoire ivoirien sans passer au comptoir. Ce qui complique le travail du comité de gestion qui ne peut pas les poursuivre sur le territoire ivoirien », regrette-t-il. Malgré tout, le comptoir d'achat d'or de Machôgô est un cas d'école qui doit servir de sources d'inspiration non seulement pour les hautes autorités maliennes mais aussi les villages abritant des sites d'orpaillage. Le pays peut beaucoup bénéficier de l'orpaillage si le secteur est bien encadré et contrôlé. Et Machôgô est un exemple à suivre !

A noter que parmi tous les sites d'orpaillage au Mali, seul Machôgô dispose un dispositif de comptoir d'achat d'or.

Boubacar Kanouté

Mali / Phosphate : Cette ressource minérale en arrêt d'exploitation à cause de l'insécurité ?



Au Mali, le Phosphate existe à Boureme, localité située dans la région de Gao. Cette ressource minérale serait en arrêt d'exploitation à cause de l'insécurité.

Toguna Agro Industrie est l'entreprise qui détient, depuis 2009, le permis d'exploitation du Phosphate de Tilemsi à Bourem. Mais avec la crise sécuritaire dans cette partie du Mali depuis 2012, les travaux sont arrêtés.

Cette information a été donnée par le Dr. Madani Diallo, Président de la Fédération des Geoscientistes du Mali FEGEM. C'était à l'occasion de la 5e édition de la journée du géologue tenue le samedi 12 octobre dernier au mémorial Modibo Keita de Bamako.

Cette activité qui avait réuni plusieurs chercheurs, géologues et cadres des

services des mines et d'énergie, avait pour thème : << Contribution des Geoscientistes à l'économie du Mali >>. Trois panels étaient au programme de cette activité à savoir: << Contribution des Geoscientistes dans l'économie >>, présenté par le Pr Dialla Konaté ; << Ressources lithinifères et développement durable au Mali >>, présenté par le Dr Secko Sanogo et enfin << Solutions endogènes à l'employabilité du secteur minier au Mali >>, présenté par le Dr Adama.

En effet, selon nos sources, le gisement du phosphate de Tilemsi a été découvert depuis 1935. Mais c'est en 1976 que le gouvernement du Mali a commencé à l'exploiter. Depuis cette époque jusqu'en 2009, année de l'octroi du permis d'exploitation à Toguna SA, l'exploitation du phosphate de Tilemsi à Boureme n'a pas connu grand succès. Pourtant, sa capacité d'exploitation est assez importante et peut beaucoup contribuer à l'économie malienne.

Rappelons que Toguna, au moment de l'acquisition du permis, avait promis une capacité de production de 100.000 tonnes par an avec une extension à 200.000 tonnes au bout de 5 ans d'exploitation.

Avec la crise sécuritaire, d'énormes ressources extractives au nord du Mali sont inexploitées. Actu Mines Mali reviendra sur ces ressources minérales

au Nord qui font tant de convoitises et dont l'exploitation placera le Mali parmi les pays les plus heureux du monde.

Actu Mines Mali

Réserves minières : le Mali dispose de plus de 2,3 millions de carats de diamant

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE-Mali) a publié en juin 2024 son rapport annuel 2022. Ce document, dont Actu Mines Mali a obtenu copie, révèle que le pays détient d'importantes ressources minières, dont 2 359 331 carats de diamant en réserve. Ces gisements sont localisés principalement dans les cercles de Kéniéba, Yanfolila et Kangaba.

Au-delà du diamant, le rapport souligne également le potentiel du Mali en lithium, avec des réserves estimées à 5,781 millions de tonnes, réparties dans les régions de Sikasso et Kayes.

Par ailleurs, le document mentionne la présence de 11 000 tonnes d'uranium dans les régions de Kidal, Kayes et Gao.

Ces chiffres confirment une nouvelle fois la richesse du sous-sol malien, dont l'exploitation pourrait constituer un levier important pour le développement économique du pays.

Boubacar kanoute

Ismaela Siby, PDG de Marena Gold : « Le Mali perd 2 700 milliards de FCFA à cause de l'exportation de l'or brut issu de l'orpaillage »



La question du raffinage de l'or au Mali était au cœur du débat de dimanche sur Africable Télévision. À cette occasion, le PDG de Marena Gold, M. Ismaela Siby, a tiré la sonnette d'alarme sur les pertes économiques liées à l'exportation de l'or brut.

Marena Gold est une raffinerie d'or implantée au Mali, convoitée par plusieurs pays de la sous-région. Pourtant, elle demeure insuffisamment valorisée au niveau national. Selon M. Siby, les autorités et de nombreux acteurs miniers maliens privilégient encore des pays comme l'Allemagne ou l'Italie pour le raffinage de l'or extrait localement. « Nous mettons quiconque au défi de venir visiter nos installations. Personne ne peut contester la qualité et la capacité de notre raffinerie », a-t-il affirmé.

Le PDG de Marena Gold estime que le raffinage local de l'or représente une opportunité majeure pour l'économie malienne. Chaque année, environ 60 tonnes d'or brut issues de l'orpaillage sont exportées vers Dubaï. Cette fuite représente, selon lui, une perte évaluée à 2 700 milliards de FCFA pour le pays. « Ces 2 700 milliards pourraient constituer des devises pour le Mali, renforcer notre capacité de paiement extérieur et financer de nombreux projets de développement », a-t-il expliqué.

Pour M. Siby, l'or du Mali doit bénéficier à l'ensemble des Maliens. Cela suppose, toutefois, que les autorités accordent davantage de considération aux compétences locales et mettent fin à l'exportation du métal brut. Il plaide pour une réglementation plus stricte du secteur du raffinage et une mise en avant du savoir-faire national. « Le raffinage local de l'or peut également favoriser la création d'emplois connexes, notamment dans la bijouterie et d'autres filières », a-t-il conclu. La Rédaction



Dubaï, principale destination de l'or malien issu de l'orpaillage



Lors d'une intervention télévisée en juin 2024, le président du Front pour l'Émergence et le Renouveau au Mali (FER-Mali), M. Sory Traoré, a révélé que plus de 60 tonnes d'or issues exclusivement

de l'orpaillage artisanal quittent chaque année le Mali à destination de Dubaï. Cette affirmation repose, selon lui, sur une étude menée par les Émirats arabes unis.

M. Traoré estime que le secteur de l'orpaillage, s'il est mieux structuré et encadré par l'État, pourrait constituer un véritable levier d'indépendance économique pour le pays. Car, dira-t'il, le pays dispose de nombreux sites d'orpaillage dont le contrôle échappe au pouvoir central. Cela constitue un véritable manque à gagner par l'Etat, a-t-il regretté.

« Le Mali compte aujourd'hui plus de 500 sites d'orpaillage produisant environ 60 tonnes d'or par an, et tout cet or prend la direction de Dubaï », a-t-il souligné. Et d'ajouter : « Tout l'or qui quitte le Mali pour se retrouver à Dubaï est issu de l'orpaillage traditionnel. Il est temps que les autorités accordent une attention particulière à ce secteur stratégique», interpelle Sory Traoré.

De plus en plus, des voix s'élèvent pour appeler à l'encadrement du secteur

d'orpaillage. Le géologue Djibril Diallo dénonce aussi la mauvaise organisation de l'orpaillage au Mali. Selon lui, l'État ne prend pas ses responsabilités pour structurer et réguler ce secteur stratégique.

Pratiqué depuis l'époque de l'empereur Kankou Moussa, l'orpaillage a connu une évolution notable. D'abord artisanal, il s'est progressivement modernisé grâce à l'usage de machines sur les sites d'extraction. Mais cette modernisation, selon M. Diallo, ne s'est pas accompagnée d'un encadrement adapté.

Un secteur vital mais désorganisé
« L'orpaillage est aujourd'hui l'activité qui emploie le plus de Maliens », a déclaré l'expert. Plus d'un million de personnes travaillent directement dans ce domaine, tandis que près de deux millions d'autres en vivent à travers des activités connexes — commerces, vente de carburant, restauration et autres services.

Pourtant, cette manne potentielle échappe largement à l'État. « Le secteur est très mal organisé et encadré, ce qui entraîne d'énormes pertes économiques », regrette Djibril Diallo. Un appel à s'inspirer de modèles régionaux

Face à ce constat, Djibril Diallo exhorte l'État malien à s'inspirer des expériences réussies du Ghana et de la Côte d'Ivoire,

où le secteur aurifère est mieux structuré et encadré, générant ainsi des retombées économiques importantes pour l'État.

La rédaction

Actu Mines Mali est un journal bi-mensuel spécialisé dans le domaine des mines.

Directeur de publication:
Ahmadou Mahamane Diallo
Rédactrice en chef : Bintou Coulibaly

Rédaction :
Bintou Coulibaly, ABK ,
Ibrahim Guitteye ,
Drissa Kanouté,
Drissa Traoré,
Mamadou Magassa ,
Boubacar Kanouté.

Responsable commercial :
Boubacar Kanouté

Adresse email :
info@actuminesmali.com